

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 259 – VENDREDI 19 JUIN 2015

PÂQUERETTE MARCHANDE

Discussions pré-électorales :

- Nous voulons des élus !
- Combien ?
- Le plus possible !
- Non ! je veux dire "à quel prix ?" ●

AGENDA MILITANT

→ 21 juin

Levallois-Perret [Assemblée populaire contre la Loi sur le renseignement](#)

→ 25 juin

Paris [Le Proche-Orient en crise de l'Irak à la Palestine](#)

→ 25-26 juin

Plaine Saint-Denis [Communismes et gauches en Europe](#)

→ 26 juin

Carpentras [Histoire\(s\) d'émancipation](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Initiatives**

[Ouvriers, chercheurs, ingénieurs pour une SCOP à Amiens](#)

→ **Aquitaine**

[Les droits de l'Homme ont la vie dure à Bordeaux](#)

→ **Humour, humeurs**

[De l'écologie à la Grèce,](#)
les dessins de Dalaine

La moitié pleine du verre de vin

Pour beaucoup, un des freins à l'engagement est que le capitalisme apparaît comme un rouleau compresseur qui peut tout balayer sur son passage. D'où découragement, lassitude.

Mais cela ne mérite-t-il pas d'y regarder de plus près ? Et de se demander si nous ne sommes pas touchés par l'idéologie du "capitalisme triomphant" ? Certes, il ne reste quasiment plus que lui sur la planète, mais...

Alors que le projet de Tafta/Tisa est en route depuis un moment sans, reconnaissons-le, que les luttes pour s'y opposer fassent trembler le sol, le Parlement européen vient de juger bon (?), prudent (?) de ne pas le soumettre au vote. La majorité n'était pas acquise. Par virement à gauche ? Ou par souci de ne pas trop en rajouter au moment où Grèce, Espagne, Irlande font grandir l'idée de ne pas se plier aux diktats ?

Revenons en arrière. La fin du siècle dernier et le tout début de celui-ci ont été marqués par la promotion de la culture dite d'entreprise. Elle devait être le grand projet rassembleur du XXI^e siècle. Le Premier Ministre en a encore plein la bouche. Une fois débarrassé de la concurrence soviétique, l'Occident devait être le modèle du monde et ses salariés devaient se voir comme ses nouveaux missionnaires. Le romanesque et le dépassement de soi qui font que la vie vaut la peine d'être vécue devait être garantie par le capitalisme triomphant... Tu parles ! L'entreprise est le lieu où se forge le plus de désillusion, de démotivation et, hélas, le plus grand nombre de suicides.

Depuis 1968 - le plus grand mouvement qui n'a pas été motivé par la nécessité de faire face à une menace mais de conquérir une liberté nouvelle -, le capital n'a de cesse de s'adapter afin que 68 ne revienne pas, cette fois plus abouti. Il cherche à nous avoir au moral. Ses menées, pour dangereuses et violentes qu'elles sont effectivement, sont dictées aussi par cet adage : *la meilleure défense est l'attaque*.

La loi Macron, les ajouts de Valls à propos des PME, qui mettent le patronat à l'abri du Code du travail, le *Patriot Act* français... tout cela vise non seulement à surexploiter mais aussi à prévenir d'une colère sociale qui pourrait devenir force politique. Mais cela fait rebondir les contradictions. Elise Lucet, vedette du JT, se transforme en militante : elle lance une pétition¹ alertant sur un projet d'interdiction de révéler les menées frauduleuses des capitalistes. Un de ses signataires est David Pujadas.

Notre problème n'est-il pas moins de prendre conscience de notre exploitation que de prendre conscience que nous ne sommes pas voués à subir ?

● **Pierre Zarka**



1. Texte et lien pour signature en page 10

La Turquie en mouvement punit le prétendu sultan Erdoğan

Alors que le président turc entendait recevoir un plébiscite lors des élections législatives du 7 juin 2015, son parti, l'AKP, essuie un cuisant revers et le Parti démocratique des peuples (HDP) réalise une percée.

Les résultats des élections législatives en Turquie sont un grand bol d'air frais politique. L'échec de l'AKP et le succès du HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, Parti Démocratique des Peuples) a été abondamment commenté dans les mass medias. Ce n'est que justice tant ces résultats constituent une heureuse surprise et contribuent à reconfigurer le paysage politique grâce à une campagne militante de masse et de qualité de la part du HDP et de ses soutiens.

Ce succès prend encore plus de relief en tenant compte du contexte de la campagne. Si le régime turc n'est pas une dictature au sens strict, il n'en est pas pour autant un régime démocratique parlementaire bourgeois. Il s'agit d'un parlementarisme autoritaire, où l'existence d'élections concurrentielles n'empêche pas la répression judiciaire et policière de différentes formes de mobilisations sociales. Depuis qu'il est au pouvoir, après une fugace parenthèse "libérale", l'AKP s'enfonce de plus en plus dans l'autoritarisme tout en accaparant tous les leviers de l'appareil de l'État¹.

Les campagnes électorales se déroulent dans des conditions extrêmement injustes (incomparablement plus que dans un régime bourgeois-démocratique), en particulier pour l'accès

aux médias. Cet aspect s'est encore plus renforcé lors de cette dernière campagne : nombreuses tentatives de fraude, dont une bonne partie a été déjouée par une vigilance de masse, et, surtout, actes de violence touchant les militants et les locaux du HDP. Cela a culminé avec l'assassinat d'un militant à Bingöl, dont le corps a été criblé de trente balles, puis avec les

explosions, moins de quarante-huit heures avant le scrutin, lors du grand meeting final d'Amed (Diyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie), qui ont ôté la vie à trois personnes et fait des centaines de blessés, dont certains très gravement atteints. Il ne faut jamais oublier ces conditions pour comprendre l'ampleur du tremblement de terre que constitue les 13,1 % du HDP.

Le HDP, un Syriza de Turquie ?

Avant d'analyser les résultats proprement dits et les dynamiques sociales et politiques en cours, il est nécessaire de présenter ce qu'est le HDP. Par certains aspects, le rapprochement avec Syriza a un sens. D'abord, avec le rôle d'un porte-parole quadragénaire et attirant la sympathie. La presse bourgeoise a beaucoup insisté sur l'importance de Selahattin Demirtaş, il y a une part de vérité à cela.

Toutefois, même son profil pointe les différences de contexte : Demirtaş est issu d'une minorité nationale, contrairement à Tsipras et Iglesias. Cet avocat et ancien responsable de l'antenne locale de l'Association des Droits de l'Homme d'Amed, le fils d'une famille modeste d'origine Zaza (c'est-à-dire une ●●●

¹. Ainsi, le 9 juin 2015, soit deux jours après les élections, la justice désormais contrôlée par l'AKP a condamné 16 responsables politiques du DBP, parti frère du HDP, à un total de 149 ans de prison.

●●● minorité au sein des Kurdes²), est un orateur et débatteur remarquable, armé d'un humour faisant souvent mouche et n'hésitant pas à chanter en jouant du saz³. Et si la référence politique ultime pour toute la mouvance PKK est Abdullah Öcalan ("Apo", diminutif d'Abdullah), leader historique emprisonné du PKK, "Selo" (diminutif de Selahattin) a une existence politique propre.

Néanmoins, il faut aller plus loin qu'un rapprochement hâtif Tsipras-Iglesias-Demirtaş pour une analyse du HDP. En effet, le HDP résulte également d'un processus de recomposition partielle dans la gauche radicale. Il est parvenu à construire une alternative politique apparaissant sur "la gauche" du spectre politique, à partir d'organisations politiques déjà existantes (pas comme *Podemos* donc).

Le HDP trouve ses racines dans le Congrès Démocratique des Peuples (HDK), qui n'était pas un parti en tant que tel mais résultait de la volonté de présenter des candidatures communes aux partis de la mouvance kurde : PKK (et l'un des nombreux avatars successifs de son aile politique, le BDP, Parti de la Paix et de la Démocratie) et différents groupes de gauche radicale, féministes, LGBTI, syndicalistes, de minorités... Ces candidatures étaient individuelles pour contourner le seuil des 10 % (les candidats "indépendants" de partis n'y sont pas soumis). Cela avait abouti à l'élection de 35 députés.

Le HDP fut fondé fin 2012 en tant que continuation politique du HDK. En raison des lois rigides sur le fonctionnement des partis en Turquie, une gymnastique légale de "transferts" de direction et de députés a été nécessaire. Au final, politiquement, le HDP est l'organisation associant la mouvance PKK hors Kurdistan de Turquie (qui reste sa colonne vertébrale) à la gauche radicale (les organisations se situant dans le HDK ne se sont pas dissoutes pour autant). Il a pour parti "frère" le DBP (*Demokratik Bölgeler Partisi*, Parti des Régions Démocratiques), continuité du BDP dans le Kurdistan de Turquie. Le HDP et le

BDP agissent de concert pour les élections nationales (présidentielle et législative). Outre ces composantes, le HDP comprend également des "démocrates de gauche" (tel que le député cinéaste-acteur Sırrı Süreyya Önder) et des représentants de l'aile gauche de différents secteurs (avocats, ingénieurs, architectes...). Outre ces différentes composantes, la grande majorité de la gauche radicale qui ne fait pas partie du HDP l'a activement soutenu durant la campagne.

Mais le HDP n'est pas que cette jonction et diffère en cela de Syriza. Il comprend également une aile droite kurde qui n'a rejoint l'aile politique de la mouvance PKK que tardivement. Cette aile droite représente la sensibilité "kurde conservatrice",

Le HDP a développé une orientation politique généraliste débordant largement la question nationale kurde à partir d'un positionnement global contre l'exploitation et pour l'égalité.

tel qu'Altan Tan, ou des personnalités kurdes qui sont passées par l'AKP et en sont sorties, déçues par la dérive autoritaire-nationaliste de ce parti, tel que l'ancien vice-président de l'AKP et homme d'affaires trouble, Dengir Mir Mehmet Fırat. Ces personnalités - Altan Tan et Dengir Mir Mehmet Fırat - ne constituent pas une fraction du HDP mais représentent un courant qui a une audience et dont le poids constitue un enjeu pour le futur. Les deux avaient des places "garanties" si le seuil de 10 % était atteint et ont donc été élus. Il existe également des transfuges du CHP mais en nombre bien plus limité. Le principal est le politicien

Celal Doğan, ancien maire, député et président du club de football de Gaziantep, tête de liste et élu dans ce département. Avec des profils bien différents de non professionnels de la politique, le HDP a également mobilisé certains secteurs militants de l'islam politique démocrate antinationaliste. La figure de proue en est Hüda Kaya, militante portant un foulard et du droit de porter le foulard à l'université, emprisonnée pour cela en 1998-1999 (de même que ses trois filles). Elle s'orienta vers le pacifisme et se rapprocha du mouvement kurde. Elle est membre du Conseil du Congrès de l'Islam Démocratique, du comité central du HDP et sera une des deux députés du HDP portant un foulard.

Il ne faut pas croire que cet attelage se fasse sans grincements. Ainsi, peu de temps avant le dépôt des listes, Altan Tan se plaignit de la composition de celles-ci en déclarant à la presse « *dans les propositions de listes qui passent, il y a trop*

2. Les Zazas parlent une langue propre, distincte des autres langues kurdes, une partie importante est alevi (une branche hétérodoxe du chiisme), et non sunnite.

3. Instrument à corde.



●●● de marxistes et de socialistes⁴. Je pense que cela ne nous servira pas. » Le fait que le HDP ait obtenu 13 % avec des listes qui n'ont que peu changé depuis cet avis est un élément positif de ce point de vue également.

Ce qui rend la coexistence de tous ces courants malgré tout possible est la question kurde / démocratique, qui joue évidemment un rôle central dans le positionnement du HDP. L'identité du HDP est d'être le parti de l'égalité pour les Kurdes et celui de "la paix" contre le refus de l'AKP d'avancer sur la voie de la reconnaissance d'une forme d'autonomie culturelle et territoriale pour les Kurdes. De fait, la question kurde, celle d'une minorité nationale, est structurante et suffit à rendre l'assimilation Syriza-HDP inopérante. Or, la situation est peut-être unique : le HDP a développé une orientation politique généraliste débordant largement la question nationale kurde à partir d'un positionnement global contre l'exploitation et pour l'égalité.

Ainsi, si parler de "Syriza turc" (et surtout kurde !) ne permet pas une bonne compréhension, il faut noter que le programme du HDP et ses thèmes de campagne se rapprochent d'un profil de gauche. Outre la résolution politique de la question kurde et le combat pour l'égalité, les statuts du HDP expriment, dans un langage de réformisme conséquent, la défense des droits des travailleurs et la défense de la nature contre le capitalisme. Ces thématiques se retrouvent largement dans le discours de son candidat aux présidentielles et co-président Selahattin Demirtaş. Bien entendu, il existe des éléments contraires à cette approche, notamment à travers l'existence

d'une aile droite clairement capitaliste, mais ce n'est pas celle-ci qui polarise l'orientation globale du HDP en général.

Cela se retrouve également pour la défense des minorités religieuses... Demirtaş a de multiples fois dénoncé l'obligation de cours de religion (sunnite) à l'école publique comme une oppression envers les non-sunnites et a défendu le démantèlement de la Direction des Affaires religieuses, instance pro-sunnite devenue une machine de guerre pro-AKP, pour le remplacer par un "service public des croyances". Figure aussi

dans le discours du HDP la défense des LGBTI, inscrite ainsi que le droit à l'égalité dans les statuts du parti, qui se retrouvent dans son matériel. Cette dimension s'est inégalement retrouvée sur les listes présentées par le HDP, accordant une grande place à des candidats issus de minorités (alevis, yézidi et arménien élus, le HDP a également annoncé vouloir la reconnaissance du génocide arménien par l'État). En revanche, aucun militant LGBTI n'était en place éligible.

Enfin, le discours féministe occupe une grande place dans le discours du HDP. Ses instances de direction sont paritaires. Par exemple, Demirtaş a pour co-présidente, une femme, Figen Üstündağ, issue de l'ESP (*Ezilenlerin*

Sosyalist Partisi, Parti Socialiste des Opprimés, aile politique légale du Parti Marxiste-Léniniste Communiste de la tradition "hoxhaïste"⁵). 40 % des députés HDP qui viennent d'être élus sont des femmes, une proportion nettement au-dessus des autres partis. Ce féminisme s'insère dans une démarche visant à lever toute opposition entre femmes portant ou non un foulard. Outre les candidatures

L'évolution actuelle est liée à quatre éléments : le mouvement de masse démocratique dit "de Gezi" de juin 2013, la crise du capitalisme, l'incapacité à faire face à la question kurde et le naufrage international d'Erdoğan.

4. Au sens turc du terme qui est, comme dans les pays anglo-saxons, plus ou moins équivalent de "communiste".

5. D'Enver Hoxha, dirigeant de l'Albanie se réclamant du socialisme. ●●●



●●● de femmes portant un foulard, cet aspect a été ostensiblement mis en scène dans la vidéo de campagne⁶. Comment en est-on arrivé là ? Quatre éléments peuvent être considérés comme déterminants pour comprendre l'évolution actuelle.

1^{er} élément d'explication : le mouvement de masse démocratique dit "de Gezi", de juin 2013

Des aspects du score du HDP sont des effets différés du mouvement démocratique de masse de juin 2013. Plusieurs textes ont décrit ces mobilisations de la jeunesse dans les grandes villes. L'élément important à retenir est que ces mobilisations n'ont pas mordu sur la clientèle de l'AKP, en particulier les masses laborieuses conservatrices turques, mais ont déplacé une partie significative de l'opposition à Erdoğan sur des bases démocratiques au lieu d'un "apolitisme" nationaliste "bon teint". L'expérience d'une mobilisation de rue pour des pans de la population qui n'y avaient pas eu recours et l'entrée en scène d'une génération, l'expérience de la violente répression policière, l'absurdité de l'arbitraire, les mensonges éhontés des mass médias ont participé à cette démocratisation de l'opposition et à une plus grande ouverture à la question kurde. Le "mur de la peur" était ainsi tombé.

2^e élément d'explication : la crise du capitalisme et ses premiers effets significatifs sur les ouvriers

Depuis le début des années 2000, la Turquie a connu une croissance et une accumulation de capital inédites, basées sur l'exportation. Certaines fondations du capitalisme turc sont solides : des infrastructures significatives et, surtout, un prolétariat relativement bon marché et bien formé. Mais cet "âge d'or" était également le résultat d'un surrégime et d'une fuite en avant financière, après la fin du "dollar pas cher". Or,

6. <https://www.youtube.com/watch?v=TUTuDR-i5pk&feature=youtu.be>

Accessoirement, il est possible d'y voir danser les deux co-présidents, Demirtaş et Üstündağ (en veste saumon).

aujourd'hui, tous les signaux économiques virent à l'orange foncé : la croissance, qui était de 9 % par an récemment, est descendue à près de 2 %. Environ 40 % de la dette extérieure est composée de prêts à court-terme, c'est-à-dire un bâton de dynamite à mèche courte. La fuite en avant autoritaire d'Erdoğan est allée de pair avec une fuite en avant économique. La crise économique prend de l'ampleur. Malgré la faiblesse de la protection sociale, le chômage est d'ampleur. Les dettes des ménages s'accroissent, la vie est souvent à crédit.

Dans cette période de repli après l'expansion, il faut revenir sur un événement majeur qui a eu lieu juste avant les élections : la grève de masse dans l'automobile dans la zone de Bursa, c'est-à-dire dans un secteur stratégique du développement de l'économie turque. Suite à la signature d'une convention collective défavorable par le syndicat *Türk Metal*, en réalité inféodé au patronat, une grève "non autorisée" a éclaté à l'usine Renault puis s'est développée comme une traînée de poudre dans les usines d'autres fabricants. Elle fut massive - 12 000 grévistes sur la ville - et suivie par l'écrasante majorité des ouvriers, sans quoi elle n'aurait pu exister. Malgré les menaces de l'État et des directions, les ouvriers ont globalement gagné sur l'essentiel des revendications, non seulement l'absence de licenciements et les augmentations égalitaires de salaires, mais aussi le droit de désigner leurs représentants à la place du syndicat "vendu".

Cette victoire a été un remarquable premier pas en avant... mais pas plus. L'horizon des ouvriers s'est limité à l'usine. Les accords ont été signés séparément à l'échelle de chaque entreprise. Il n'y eut pas de manifestations communes des ouvriers en grève à Bursa. Au contraire, les portes des usines sont restées closes aux délégations militantes de gauche radicale considérées avec méfiance, sinon comme des terroristes. À brève échéance, cette victoire ne s'accompagnera d'aucune évolution significative de ces secteurs vers la constitution d'un mouvement ouvrier. En effet, ce premier pas a montré la force de l'action commune autonome aux ouvriers mais la ●●●

question politique ni même syndicale n'a pas eu à être résolue ●●● : les ouvriers ont lutté et gagné à l'échelle de l'usine. Cela n'a été possible que parce que, confronté à un mouvement de masse dans un pays où ils ont pu et peuvent toujours dégager une plus-value significative, les directions des multinationales (Renault, Hyundai, Ford) ont pu lâcher du lest. Mais ce qui a été possible une fois sera plus compliqué dès lors que la marge de progression des salaires a forcément diminué et que les directions seront plus difficilement surprises. La question de la coordination au-delà de l'usine et donc, *in fine*, la question politique se posera à ces ouvriers et à d'autres.

3^e élément d'explication : l'incapacité à faire face à la question kurde

Dans ce contexte de crise économique rampante, la question nationale kurde, qui existe depuis la fondation de la Turquie, attise d'une manière intolérable les contradictions dans la bourgeoisie. Le mouvement de libération kurde est là et ne disparaîtra pas, c'est désormais rentré dans la tête de l'ensemble des dirigeants bourgeois turcs. Mais dans le même temps, le secteur de la bourgeoisie qui s'identifie le plus à l'AKP, les patrons de PME enrichis par la dernière décennie exportatrice, est incapable de formuler un projet démocratique et tourne en rond. Leur meilleur symbole est Erdoğan, ouvrant des négociations à contrecœur mais sans aucune continuité et tout en continuant à réprimer, cela malgré la réelle modération des revendications kurdes.

4^e élément d'explication : le naufrage international d'Erdoğan

Erdoğan a voulu contourner ces difficultés en passant par l'international. Après le soutien à l'Armée Libre Syrienne contre Al-Assad, il est passé au jeu dangereux d'une indulgence coupable envers Al-Nosra, puis État islamique (EI). Il s'agissait de faire d'une pierre plusieurs coups : affaiblir le régime d'Al-Assad pour y faire main basse et, surtout, pour l'affaiblissement du PKK par l'EI afin qu'Erdoğan impose sa solution. Mais ce jeu était, de loin, au-delà des ressources du gouvernement turc. Au final, Erdoğan a été complètement isolé internationalement en ayant le rôle peu enviable de chef d'État allié informel de l'EI, essayant humiliation diplomatique sur humiliation diplomatique. Dans le même temps, au contraire, le PKK et ses organisations sœurs repoussaient héroïquement l'EI à Aïn al-Arab / Kobanê et bénéficiaient d'un courant de sympathie mondial qui le renforçait.

Les résultats et la traduction de ces facteurs

La constitution turque stipule que, pour être représenté au Parlement, un parti doit obtenir 10 % des voix à l'échelle nationale. Ce dispositif antidémocratique, institué après le coup d'État militaire réactionnaire de 1980, vise à empêcher l'émergence

de tout courant politique alternatif et bien sûr la représentation du mouvement kurde. À l'échelle nationale, les résultats comparés aux dernières élections de 2011 sont les suivants :

	2011	2015	2015 - 2011
AKP votes	21 466 356	18 860 951	- 12 %
AKP %	49,95 %	40,86 %	- 9,1 %
CHP votes	11 147 736	11 518 297	+ 3 %
CHP %	25,94 %	24,96 %	- 1,0 %
MHP votes	5 575 993	7 518 401	+ 35 %
MHP %	12,98 %	16,29 %	+ 3,3 %
« Indépendants » / HDP votes	2 826 031	6 055 110	+ 114 %
« Indépendants » / HDP %	6,58 %	13,12 %	+ 6,5 %
Autres votes	1 955 394	2 201 829	+ 13 %
Autres %	4,55 %	4,77 %	+ 0,2 %
Total	42 971 510	46 154 588	
	100 %	100 %	

MHP : Parti de l'Action Nationaliste, droite turque ultranationaliste.

CHP : Parti de la République et du Peuple, centre-"gauche", membre de l'Internationale Socialiste, a présenté un candidat commun aux présidentielles de 2014 avec le MHP... ●●●

●●● Si spectaculaire qu'apparaisse la progression du HDP sur ce tableau, il y est même sous-estimé⁷. En regardant au niveau des départements et des localités, un premier constat est que l'AKP recule en pourcentage de voix dans tous les départements. Son nombre de voix recule même souvent alors que 4 millions d'électeurs de plus étaient inscrits en 2015 en raison de la croissance démographique. Dans le même temps, le CHP ne bénéficie pas de ce recul. Au contraire, sa part se tasse. La baisse de l'AKP bénéficie surtout au HDP mais également de manière significative aux ultranationalistes du MHP qui progressent de 2 millions de voix et 3,3 points

Schématiquement, la hausse du HDP tient à trois facteurs. D'abord, la faillite de la politique kurde de l'AKP. Alors que l'AKP était devenu un parti majeur dans le Kurdistan de Turquie, étant même parfois en mesure de disputer la majorité départementale à la mouvance PKK, il a été balayé ce dimanche. La fuite en avant nationaliste turque, les reniements et atermoiements de cette dernière année ont effacé chez la plupart des Kurdes leur espoir d'une "solution politique" portée par l'AKP. L'explication ne peut pas seulement être que le HDP a pu obtenir le soutien de tel ou tel chef de tribu. L'évolution est spectaculaire : à Ağrı, l'AKP est passé de 48 % en 2011 à 16 % en 2015 ; à Bitlis : l'AKP est passé de 51 % à 21 % ; à Siirt : l'AKP est passé de 48 % à 28 % ; et, dans le même sens, à Amed, capitale du Kurdistan de Turquie l'AKP passe de 33 % à 14 % après 35 % aux élections municipales de 2014...

Ensuite, la hausse du HDP est liée à la mobilisation des Kurdes de l'Ouest et de l'émigration, qui n'avaient pas de véritable raison de voter jusqu'à présent (pourquoi voter pour un "indépendant" qui n'a aucune chance ? Cette année, il existait l'enjeu du seuil de 10 %), et ils ont répondu présent.

Enfin, le large succès dans la population kurde ne peut pas expliquer le score global du HDP. Celui-ci a réussi à

7. Le HDP n'existait pas en 2011. À ce scrutin-là, il y eut des candidatures "indépendantes" de la mouvance kurde alliée à des campagnes unitaires dans certaines grandes villes (la campagne HDK). Toutefois, dans les statistiques, tous les candidats "indépendants", y compris les "vrais" indépendants, ont été comptés ensemble. En 2015, les "indépendants" ont eu un peu moins d'un million de votes. En 2011, le score assimilé au vote kurde et alliés est probablement surévalué d'environ 500 000 voix.

déborder dans la population turque de sensibilité de gauche et démocrate conséquente. Mais cela s'est fait de manière inégale avec, comme amplificateur, le mouvement de Gezi.

De ce point de vue le score à Istanbul est très intéressant. Alors que l'AKP recule de 9 points (41 % contre 50 % en 2011), le HDP y obtient 12,4 % (contre 5,3 % pour le total des indépendants en 2011 donc probablement 4 %), avec des scores à deux chiffres dans des zones qui ne peuvent être expliquées par la présence de Kurdes. Par exemple, dans le grand arrondissement de Kadıköy, de classe moyenne, fortement mobilisée pendant Gezi et où la gauche a une présence historique, la candidate kurde du HDK avait obtenu 6 875 votes soit 1,9 % en 2011. Le HDP y obtient, en 2015, 34

146 votes et 10,3 %. Le HDP passe ainsi devant le MHP qui progresse mais moins, tandis que le CHP réussit "l'exploit" de reculer (29 % contre 31 %). Ainsi, même si le mouvement de Gezi n'a pas trouvé de structuration organique et que les listes du HDP ont relativement peu laissé de place aux animateurs du mouvement, l'expression politique de l'effet démocratique de Gezi pour les Turcs oppositionnels a été le HDP. Dans une moindre mesure, le HDP obtient un score remarquable dans la principale ville de la côte égéenne, Izmir, en dépassant 10 % alors que le mouvement kurde n'y avait jamais atteint 4 %. Ces secteurs ont donc voté pour un parti présentant, et faisant donc élire, la propre nièce d'Abdullah Öcalan, Dilek Öcalan. Cela aurait suffi pour "tuer"

une campagne électorale il y a quelques années.

Le HDP progresse mais nettement moins fortement à Ankara⁸, dans des villes industrielles moyennes (Bursa, Izmit), et a *fortiori* en Anatolie centrale ou sur la Mer noire moyenne et occidentale, où elle est quantité négligeable. Dans ces départements, les difficultés économiques, la déception par rapport à l'AKP se sont traduits avant tout par le renforcement du MHP et quelques rares fois du CHP (dans ses quelques bastions). Ainsi, le MHP a bénéficié du vote de défiance économique d'une population laborieuse apolitique préférant ●●●

8. Le maire d'Ankara, Melih Gökçek, est connu pour un niveau de mégalo-manie, de répression locale et d'infamie anormalement élevé, même pour un dirigeant de l'AKP. Les dernières municipales à Ankara ont été entachées de fraudes qui lui ont permis de se maintenir.

Erdoğan a été complètement isolé internationalement en ayant le rôle peu enviable de chef d'État allié informel de l'EI. Dans le même temps, au contraire, le PKK et ses organisations sœurs repoussaient héroïquement l'EI à Aïn al-Arab / Kobanê.

●●● le discours ultranationaliste (classique en Turquie), à un CHP qui ne lui inspire que de la méfiance puisque de “gauche” et un HDP perçu comme “le parti des terroristes”.

Et maintenant ?

Alors que les configurations sont nombreuses, pour le HDP, ce succès retentissant dessine durablement un paysage politique original de recomposition de gauche. Voici un cas de figure où la gauche révolutionnaire se recompose “autour” de et “par rapport” à un mouvement d'une minorité nationale opprimée, qui développe une orientation pour l'ensemble du pays sur un positionnement globalement de gauche, tout en gardant en son sein des secteurs capitalistes de la minorité nationale. Difficile de savoir si une telle situation a déjà existé.

En tout cas, il apparaît clair pour la gauche révolutionnaire que les enjeux de recomposition tournent dans cet espace, et plus du tout dans une recherche d'alliance de l'ensemble des “socialistes” (au sens turc), les courants qui se sont tenus en dehors d'une campagne de soutien au HDP étant irrémédiablement sectaires et/ou chauvins.

L'AKP a perdu la majorité absolue. Le CHP et le MHP ne sont pas majoritaires. L'orientation du HDP est contradictoire à une coalition avec l'AKP, rien n'est envisageable en commun avec le MHP et le CHP. En conséquence, soit l'AKP va constituer un gouvernement seul et minoritaire, ce qui semble peu probable, soit l'AKP va former une coalition avec le MHP, ce qui serait logique. Ou bien Erdoğan convoque des élections anticipées. Dans ce cas, comme il est probable que les tendances observées lors de ces élections se renforceraient, il pourrait

avoir recours à encore plus de répression et mobilisera des irréguliers (notamment des groupes de pseudo “solidarité avec la Syrie”) utilisés de plus en plus souvent. Cela marquerait une mutation du parti en un parti réellement fascisant. Si ce n'est pas l'hypothèse la plus probable, cette course à l'abîme ne peut être complètement écartée.

Une chose est certaine, la crise économique va s'étendre et la question kurde devra être résolue d'une manière ou d'une

autre. Les deux s'articulent. Afin de pouvoir lever l'hypothèque “nationale” sur les questions sociales, une réponse politique positive aux revendications kurdes est nécessaire. Et, au fond, ces élections ont montré qu'il n'y avait pas d'autre issue à moins de tenter la course à l'abîme. Sans rien céder sur cette voie, il s'agira pour le HDP de ne pas décevoir les espoirs placés en lui en dehors de ses soutiens traditionnels, de continuer à se situer dans le camp des exploités tout en étant rassembleur. Gezi a permis un bol d'air frais démocratique. Les mobilisations ouvrières à venir de la part d'un prolétariat dont l'écrasante majorité apprend l'abc de la politique pourraient trouver sur leur chemin un gouvernement AKP-MHP.

Que se passera-t-il alors ? Rien n'est certain, mais des pistes étroites s'ouvrent.

● Emre Öngün

Pour lire d'autres textes du même auteur, voir ici : <https://www.ensemble-fdg.org/blogs/emre-ngn>

**Sans rien céder,
il s'agira pour le HDP
de ne pas décevoir
les espoirs placés
en lui en dehors
de ses soutiens
traditionnels,
de continuer à se situer
dans le camp
des exploités tout en
étant rassembleur**

Besoin de démocratie dans toutes les sphères de la société

La démission de Sepp Blatter 4 jours après son élection a fait la une des journaux. Les scandales de corruption ont eu raison du bonhomme qui pensait faire à 79 ans un cinquième mandat à la tête de la Fifa.

Sepp Blatter dispute à Antonio Samaranch le leadership des responsables sportifs les plus corrompus. Président de 1980 à 2001, Samaranch s'est employé à transformer le Comité International Olympique en multinationale du sport, grâce au sponsoring et aux droits de retransmission télévisée. Soupçonné de corruption pour les choix d'attribution des JO de Salt Lake City, de Sotchi, Samaranch ne s'est pas non plus illustré dans la lutte contre le dopage. Chacun se souvient de l'affaire Ben Johnson aux JO de Séoul en 1988.

Le capitalisme pénètre toutes les pratiques sociales jusqu'à les pervertir pour le plus grand profit de quelques-uns. Toutes les sphères de la société sont touchées, tout est prétexte à marchandisation. Ils vont bientôt nous vendre l'air qu'on respire après l'avoir pollué par l'exploitation effrénée des ressources de la planète. Aux derniers JO à

Londres, ce ne sont pas moins de 50 multinationales qui passent un contrat avec le CIO et bénéficient d'une exclusivité commerciale à l'occasion d'un des événements les plus médiatisés au monde.

Faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? C'est la question posée à l'occasion des votes au Conseil régional d'Île-de-France et au conseil municipal, sur la candidature de Paris pour l'organisation des JO de 2024, qui n'a pas été précédée, c'est le moins que l'on puisse dire, d'un grand débat démocratique avec toutes les parties prenantes.

« *Création collective, instinctive, continue, dynamique grandiose de l'imaginaire, le sport traverse avec assurance l'histoire des peuples et n'a pas été inventé, au cours des âges, sur décision des princes ou recommandation des philosophes. Il est vivant, populaire, spontané. Il est émotion. Il est passion.* » Bernard Jeu
Le sport, l'émotion, l'espace.



Délégation palestinienne aux Jeux olympiques 2012

Les Activités Physiques et Sportives sont des objets culturels qui cristallisent ce que les femmes et les hommes ont inventé et produit comme techniques corporelles pour s'émanciper des déterminismes qui les enlagent. Elles prennent racine dans des pratiques ancestrales (se déplacer, chasser, se transporter, combattre, s'organiser en groupe, communiquer...) pour se détacher de leur fonction utilitaire et constituer un champ autonome de pratiques sociales au cours d'un long processus historique. Ces pratiques sociales réservées à une élite se sont progressivement démocratisées, ont produit un système de règles, puis se sont développées à l'échelle de la planète. Elles sont devenues au-delà des langues, et des histoires de chaque pays, des instruments de communication et de rencontre planétaires.

Il faut rendre le sport aux athlètes, à celles et ceux qui en organisent les pratiques, forment les jeunes, éduquent, à celles et ceux qui le regardent avec passion. Il faut rendre le sport aux peuples, et le sortir de la sphère marchande. Seul événement mondial omnisport, les JO sont l'aboutissement de nombreuses années d'entraînement, d'efforts, et un moment merveilleux pour tous les athlètes qui se confrontent, et aussi une grande fête

populaire. Ils sont l'occasion de la promotion à une échelle planétaire d'activités sportives dont on ne parle que très peu, comme la lutte, la GRS, l'aviron...

Pour qu'ils (re ?) deviennent cette grande rencontre internationale où se mêlent exploits, défis, et solidarité, parce même dans la compétition il y a de la solidarité, dans le respect des règles que les fédérations sportives doivent construire démocratiquement, il faut qu'ensemble, nous revendiquions de reprendre la main sur les choix qui président à l'organisation des rencontres sportives, de la plus petite à la plus grande, du local à l'international. Comme dans toutes les sphères de la société.

● Sylvie Larue



Non à la censure en Europe Pour la liberté d'information

Suprématie juridique des multinationales sur les États avec le “TAFTA”¹, libéralisation des services de soin et de santé avec “TISA” et, dans la foulée, légalisation de la censure avec une directive européenne qui fixe un cadre très large au “secret des affaires”, permettant aux entreprises d’entraver la liberté d’investigation des journalistes et le droit à l’information de toutes et tous. Élise Lucet, journaliste de France 2 et rédactrice en chef de l’émission “Cash investigation”, a initié la pétition ci-dessous. Cerises vous invite à la signer.

Ne laissons pas les entreprises dicter l'info - Stop à la Directive Secret des Affaires !

Bientôt, les journalistes et leurs sources pourraient être attaqués en justice par les entreprises s'ils révèlent ce que ces mêmes entreprises veulent garder secret. A moins que nous ne réagissions pour défendre le travail d'enquête des journalistes et, par ricochet, l'information éclairée du citoyen.

Sous couvert de lutte contre l'espionnage industriel, le législateur européen prépare une nouvelle arme de dissuasion massive contre le journalisme, le “secret des affaires”, dont la définition autorise ni plus ni moins une censure inédite en Europe.

Avec la directive qui sera bientôt discutée au Parlement, toute entreprise pourra arbitrairement décider si une information ayant pour elle une valeur économique pourra ou non être divulguée. Autrement dit, avec la directive **“Secret des Affaires”, vous n'auriez jamais entendu parler du scandale financier de**

Luxleaks, des pesticides de Monsanto, du scandale du vaccin Gardasil... Et j'en passe.

Notre métier consistant à révéler des informations d'intérêt public, il nous sera désormais impossible de vous informer sur des pans entiers de la vie économique, sociale et politique de nos pays. **Les reportages de “Cash Investigation”, mais aussi d'autres émissions d'enquête, ne pourraient certainement plus être diffusés.**

Avec ce texte, un juge saisi par l'entreprise sera appelé à devenir le rédacteur en chef de la Nation qui décide de l'intérêt ou non d'une information. Au prétexte de protéger les intérêts économiques des entreprises, c'est une véritable légitimation de l'opacité qui s'organise.

Si une source ou un journaliste “viole” ce “secret des affaires”, des sommes colossales pourraient lui être réclamées, pouvant atteindre des millions voire des milliards d'euros, puisqu'il faudra que les “dommages-intérêts correspond(ent) au préjudice que celui-ci a réellement subi”. On pourrait même assister à des peines de prison dans certains pays. ●●●

1. TAFTA (*Transatlantic Free Trade Area*) : Traité de libre-échange transatlantique. Voir <https://www.collectifstoptafta.org/> - TISA (*Trade in Services Agreement*) : Accord sur le commerce des services. Voir : <http://www.politis.fr/TISA-un-clone-de-l-AGCS-pour,30046.html> (NdIR)

●●● Face à une telle menace financière et judiciaire, qui acceptera de prendre de tels risques ? **Quel employé - comme Antoine Deltour à l'origine des révélations sur le scandale Luxleaks - osera dénoncer les malversations d'une entreprise ?** Les sources seront les premières victimes d'un tel système, mais pas un mot ne figure dans le texte pour assurer leur protection.

Les défenseurs du texte nous affirment vouloir défendre les intérêts économiques des entreprises européennes, principalement des "PME". Étonnamment, parmi celles qui ont été en contact très tôt avec la Commission, on ne relève pas beaucoup de petites PME, mais plutôt des **multinationales rôdées au lobbying : Air Liquide, Alstom, DuPont, General Electric, Intel, Michelin, Nestlé et Safran, entre autres.**

Ces entreprises vont utiliser ce nouveau moyen offert sur un plateau pour faire pression et nous empêcher de sortir des affaires ...

Vu l'actualité Luxleaks, nous ne tolérons pas que nos élus se prononcent sur un texte aussi grave pour la liberté d'expression sans la moindre concertation avec les représentants de la presse, les lanceurs d'alertes et les ONG. **Seuls les lobbies industriels ont été consultés.**

Nous, journalistes, refusons de nous contenter de recopier des communiqués de presse pour que vous, citoyens, restiez informés. Et comme disait George Orwell : "Le journalisme consiste à publier ce que d'autres ne

voudraient pas voir publié : tout le reste n'est que relations publiques".

C'est pourquoi je demande, avec l'ensemble des signataires ci-dessous, la suppression de cette directive liberticide.

Le 16 juin prochain², une commission de députés européens, la commission JURI, se réunira pour valider ou non ce texte. C'est le moment de nous mobiliser pour dire non à la censure en Europe.

Signez la pétition : <https://www.change.org/p/ne-laissons-pas-les-entreprises-dicter-l-info-stop-directive-secret-des-affaires-tradescrets>

Pétition soutenue par : Informer n'est pas un délit <https://www.facebook.com/informernestpasundelit>, @collectif_INPD - **Franck Anese**, SO PRESS - **Fabrice Arfi**, Mediapart - **Patrick Cohen**, France Inter - **Christophe Deloire**, Reporters sans Frontières - **Antoine Deltour**, lanceur d'Alerte Lux-Leaks - **Hervé Falciani**, lanceur d'alerte HSBC - **Stéphanie Gibaud**, lanceuse d'alerte UBS - **Eva Joly**, Députée européenne - **Marie de La Chaume**, Pièces à conviction - **Laurent Léger**, Charlie Hebdo - **Paul Moreira**, PLTV - **Edouard Perrin**, PLTV - **Edwy Plenel**, Mediapart.

² Le 16 juin dernier, la Commission juridique du Parlement européen a donné son feu vert à la directive. (NdlR)

D

comme Démocratie (II)

(mouvement populaire pour le pouvoir du peuple)

Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, la démocratie comme idéal est une création continue et un combat. Elle suppose, pour exister, qu'existe un peuple. C'est à dire que celui-ci ne se contente pas d'être une population mais se constitue en sujet politique. Sans doute est-ce dans le combat pour donner un sens nouveau à la démocratie que pourrait se reconstituer aujourd'hui ce corps politique. D'où l'intérêt qu'il y aurait à favoriser la formation d'un mouvement vraiment populaire pour une VI^e République. Mais ceci ne peut pas se limiter à un débat institutionnel sur les formes et les moyens de la démocratie. Il faut aussi aborder le but et le contenu.

La démocratie, telle qu'elle est pratiquée dans nos sociétés, peut être qualifiée de "démocratie de marché". Non tant parce que chacun y serait libre d'y trouver son bonheur, comme sur les étals d'un marché bien achalandé. Mais plutôt parce que, dans cette forme de démocratie, c'est dans une large mesure l'argent qui permet d'acheter les voix et le pouvoir. Et si la presse y est libre, la liberté qui est la sienne envers ses actionnaires est toute relative.

À cette figure historiquement datée de la démocratie (qui aboutit, comme nous le voyons tous les jours, à la négation même de la démocratie), il paraît urgent d'opposer une autre figure, celle non pas d'une social-démocratie mais d'une "démocratie sociale", comme on disait hier une "république sociale". La différence essentielle tient au contenu de classe de ces deux formes de la démocratie. Dans la démocratie de marché, la société et la politique sont subordonnées à l'économie. Et l'économie se veut indépendante de la politique, obéissant à ses propres règles dont l'autonomie revendiquée par les "experts" masque le fait qu'elle n'est en vérité qu'un champ d'affrontement d'intérêts sociaux différents et souvent oppo-

sés. Dans une démocratie vraiment sociale, c'est l'économie qui se retrouverait subordonnée à la politique et à la société. Avant toute question de caractère institutionnel, le problème démocratique est un problème de pouvoir de la société ou sur la société.

On pourrait affirmer que le cœur de la démocratie sociale tient donc à la démocratie économique.

Il est troublant de constater que la question de l'émancipation sociale, dans les rangs du mouvement ouvrier et socialiste, n'a guère été posée dans ces termes de "démocratie économique". Or, cela nous semble être l'idée cruciale, en partie nouvelle, autour de laquelle pourrait se reformuler une pensée progressiste et révolutionnaire. Hier, on parlait d'appropriation collective des moyens de production, sans que cela se traduise forcément par un pouvoir réel des travailleurs sur les fins et l'organisation même du travail. Malgré certaines tentatives (par exemple celle de Lénine à la fin de sa vie) pour impulser des formes de "contrôle ouvrier". Et

aujourd'hui, on parle de "droits nouveaux" des salariés... souvent sans toucher à la question pourtant toujours cruciale de la propriété. On ne remet même plus guère en cause le rapport salarial lui-même, lequel entérine le fait que le travailleur n'est pas maître de son travail. Car c'est le capital qui en est maître.

Créer les conditions d'une "démocratie économique" supposerait que, parmi les divers modes de propriété pouvant coexister dans une économie qui restera pendant tout un temps une économie de marché (où les producteurs sont séparés), une place décisive soit faite à la propriété sociale sous ses diverses formes. Propriété publique locale, régionale, nationale, voire transnationale. Tout dépendant de l'échelle requise par les entreprises concernées. ●●●

**Avant toute question
de caractère
institutionnel,
le problème
démocratique
est un problème
de pouvoir de la société
ou sur la société.**

●●● Mais le pouvoir lié à la propriété n'est évidemment pas qu'une affaire juridique. Pour exister, il doit s'exercer. Une maîtrise sociale de l'économie suppose que les travailleurs interviennent dans les décisions de gestion, dans les choix industriels et technologiques. Et non seulement les travailleurs directement concernés, mais la société dans la diversité de ses composantes, les collectivités locales, les usagers et leurs associations, etc.

Dans ces conditions, la planification, sans laquelle il n'y a pas de projet possible (et qui existe bel et bien aujourd'hui, dans une certaine mesure, à l'échelle de chaque entreprise), est nécessaire et possible. Elle pourrait prendre la forme d'un ajustement permanent, lié à la pratique de débats démocratiques multiples. Les médias modernes nous montrent déjà que la possibilité technique et sociale de cette sorte de forum permanent existe déjà.

Cette idée directrice dessine une stratégie qu'on pourrait qualifier de "gramscisme économique". Gramsci pensait que dans les sociétés capitalistes développées, il fallait entreprendre de conquérir une hégémonie culturelle et morale avant même la prise du pouvoir politique. Dans un contexte où la classe capitaliste démontre de plus en plus son incapacité à continuer d'assurer le développement des forces productives, on peut penser qu'il conviendrait, sans attendre, de se battre pour commencer à faire passer l'économie entre les mains des producteurs. Considérer cela comme un axe stratégique central donnerait une autre ampleur et un autre sens au mouvement en faveur des coopératives, mais aussi pour le contrôle des banques et du crédit, les droits des consommateurs ou la transformation des modes de production en faveur de solutions écologiquement plus satisfaisantes, moins gaspilleuses et plus économes de nos ressources naturelles.

On a pas mal parlé ces dernières années, s'appuyant sur l'expérience du Parti des travailleurs au Brésil, de "démocratie participative". La formule peut irriter quand elle est utilisée à toutes les sauces pour masquer la simple poursuite de ce qui se fait d'ordinaire, par exemple dans le domaine de la "démocratie locale"

dont les résultats sont le plus souvent une faible participation des citoyens aux processus de décision. N'est-ce pas une forme de tautologie que de parler de démocratie participative ? Toute démocratie ne devrait-elle pas, par définition, être participative ? Mais la réalité est que tel n'est en effet pas le cas.

En temps ordinaires, la plupart des gens ne souhaitent nullement participer activement aux affaires de la cité et s'accommodent fort bien que les autres, les "compétents", décident à leur place. Dans la plupart des cas, on ne peut même plus parler de tendance à la délégation de pouvoir car les citoyens ne délèguent rien et, au lieu d'exercer leur citoyenneté, s'abstiennent

et se tiennent à l'écart de la chose publique. Cette démission s'explique sans doute par une pente naturelle, "humaine", qui peut se reproduire dans toute société, à en faire le moins possible et à ne pas "s'engager". Mais elle est fortement accentuée dans une société où l'exercice de la démocratie et l'exercice du pouvoir sont deux choses totalement séparées, une société où, quoi que veulent et votent les citoyens, c'est toujours la même politique qui s'applique. Si on voulait démontrer qu'il est inutile de s'intéresser à la chose publique, on ne ferait évidemment pas autrement...

On peut penser que dans le cadre d'un changement politique et social, où les hommes et les femmes commenceraient à faire l'expérience de l'exercice réel du pouvoir, ils pourraient manifester plus

d'intérêt pour la démocratie. Cela pose la double question du devenir de la démocratie représentative et de la réactivation de la démocratie directe. Cette question ne concerne pas seulement le contenu d'une future Constitution. Elle conditionne l'apparition ou non d'un vrai mouvement populaire pour une constituante, d'une sorte de convergence démocratique de masse. Celle-ci ne peut se limiter à un cartel des organisations de gauche mais appelle la formation d'assemblées de citoyens et l'expérience, dans le mouvement lui-même, de la démocratie directe.

**Une convergence
démocratique
de masse ne peut
se limiter à un cartel
des organisations
de gauche mais appelle
la formation
d'assemblées
de citoyens
et l'expérience,
dans le mouvement
lui-même,
de la démocratie directe.**

● Patricia Latour et Francis Combes



Complots à gogos

Le Monde diplomatique

Le Monde Diplomatique daté de juin 2015 publie notamment un dossier "Vous avez dit 'complot'", consacré à

la prolifération des théories du complot. Son orientation tranche avec celle que l'on trouve dans la plupart des grands médias, en montrant qu'au-delà des dimensions purement manipulateur de certaines, c'est souvent une quête d'« *explication simple* » des « *événements chaotiques* » qui produit de « l'égarement ». Plusieurs contributions déconstruisent la mécanique complotiste. Frédéric Lordon souligne les « *enjeux proprement politiques engagés dans le débat sur le conspirationnisme* » et montre en quoi « *le conspirationnisme n'est pas la psychopathologie de quelques égarés* », mais « *le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la confiscation du débat public* ». Benoît Breville énonce, lui, les dix principes de la mécanique conspirationniste et, si l'on en considère l'ensemble, la cohérence logique qui en fait la force.

L'ensemble forme une invitation à un débat occulté, tout en laissant quelque peu sur sa faim. D'un côté on comprend bien l'idée centrale, qui consiste à éviter la diabolisation du conspirationnisme pour mieux le critiquer. De l'autre, certains aspects passent à la trappe, comme celui de l'intentionnalité politique des propagateurs de théories du complot, leurs partis-pris idéologiques et ceux à quoi ils contribuent en définitive. On partage la volonté des auteurs de considérer l'influence des théories du complot comme révélatrice du déficit démocratique généralisé : le conspirationnisme est un fait social. Mais dans ce fait social, il y a à la fois la réceptivité populaire aux théories du complot (avec la volonté de savoir mais aussi parfois le besoin de croire à n'importe quoi) et l'effroyable imposture des manipulateurs qui ont pignon sur Net comme les plus aisés avaient autrefois pignons sur rue.

Dans ce numéro, notons les contributions de Félix Tréguer concernant la loi sur le renseignement en France, de Stelios Kouloglou sur l'asphyxie financière programmée en Grèce (un coup d'État silencieux)... et une enquête de Gilles Balbastre confrontant les discours gouvernementaux sur la responsabilité de l'institution scolaire aux réalités concrètes des classes d'école.



● Gilles Alfonsi

Le Monde Diplomatique
Juin 2015, 28 p., 5,4 €

Le pas de l'oiseau et sa "coopérative" à Avignon



Que faire du réel avec nos idéaux ? C'est l'histoire de Sylvette, Jean Marc, Arnaud, Manu..., de leurs vies qui s'entrechoquent au sein d'une entreprise un peu particulière. Coopérer ? Oui, mais comment ? Ils tâtonnent, comme chacun d'entre nous, artisans d'un mouvement collectif à ré-inventer. Spectacle joyeux au cœur de la société, La coopérative raconte la complexité du chemin vers un autre modèle d'entreprise.

« *On perçoit les cadences des machines, le vent de la révolte (...). C'est enlevé, convaincant et surtout, surtout ça nourrit nos espoirs de citoyens.* » La Marseillaise

Du 04 au 26 juillet 2015, à 11h, au Théâtre de la Bourse du Travail CGT

(relâches les 13 et 20 juillet)

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr